

Pouvoir d'emprunt—Loi

• (1250)

Il suffit de regarder la nouvelle taxe de vente nationale que l'on se propose de mettre en oeuvre pour s'apercevoir que le gouvernement étouffe la petite entreprise. Son intention de mettre cette taxe en place sans l'assentiment des provinces conduit le pays tout droit à la ruine. Il n'est toujours pas clair pour quelle raison le ministre des Finances (M. Wilson) n'a pas pu obtenir l'accord des provinces pour la création d'une taxe de vente intégrée.

Peut-être le gouvernement a-t-il déjà tout bradé pour obtenir la signature de l'accord du lac Meech et ne lui reste-t-il plus rien à donner en échange pour obtenir un accord sur une taxe nationale de vente intégrée.

Cette taxe de vente va imposer un fardeau considérable à la petite entreprise. Le plus évident est l'augmentation considérable de paperasse que va occasionner l'administration de cette taxe. Actuellement, les entreprises doivent remplir des formules pour la taxe provinciale seulement. Avec cette nouvelle taxe de vente, le gouvernement fait cadeau à la petite entreprise d'une nouvelle formule à remplir pour le prélèvement de cette taxe. Pour une entreprise de moins de 5 employés, ce sera une tâche considérable. Sans le personnel pour faire ce travail, le propriétaire aura le choix entre embaucher une autre personne pour le calcul de cette taxe ou retenir les services d'un comptable. Les deux solutions exigeront qu'il dépense de l'argent qu'il n'a peut-être pas.

Cela se traduit, monsieur le Président, par rien de moins qu'une diminution spectaculaire des profits des petites entreprises canadiennes, ainsi que par une augmentation du chômage. Comme si cela n'était déjà pas suffisant pour les petites entreprises, le gouvernement a vraiment dépassé la mesure en réduisant radicalement les crédits à la disposition de la Banque fédérale de développement. J'en ai parlé au ministre d'État (Petites entreprises) (M. Hockin). Il m'a répondu que nous n'avons pas à le faire parce que nos amis y consentent. M. Bulloch n'était pas d'accord avec lui lorsque le budget a été proposé.

Les réductions vont compromettre la capacité de la banque de venir en aide aux petites entreprises qui en ont le plus besoin. Assurément le gouvernement doit savoir que les réductions apportées aux programmes doivent être faites de façon progressive. Ceux qui ont le moins d'argent souffriront davantage des augmentations d'impôt et des réductions de programmes que les riches. Le gouvernement demande au secteur de la petite entreprise plus de sacrifices qu'il ne peut en faire.

Encore pire, en dehors de son échec retentissant à réduire le déficit et de son imposition maximale de tous les Canadiens, le gouvernement ne s'est absolument pas soucié des jeunes, des personnes âgées, des sans-abri et des pauvres.

En ma qualité de député, je ne peux pas accepter des propositions conçues pour favoriser les privilégiés et les riches, alors que les pauvres et les indigents de notre pays doivent en pâtir.

M. Felix Holtmann (Portage—Interlake): Monsieur le Président, je veux prendre la parole à la Chambre cet après-midi après ce discours du député de Scarborough—Agincourt (M. Karygiannis). Le projet de loi C-11 nous autorise à emprunter quelque 25 milliards de dollars. Avec tout ce que j'ai entendu à la Chambre au sujet des emprunts et des dépenses depuis les dernières élections et depuis notre accession au pouvoir en 1984, je tiens à ce que les députés des deux partis de l'opposition sachent que le montant que nous empruntons aujourd'hui aurait probablement dû être de 100 milliards si on leur avait donné tout ce qu'ils réclament. Autrement dit, les deux partis de l'opposition feraient beaucoup plus de dépenses que nous. Pour eux, ce qui compte c'est dépenser, peu importe comment. Le député de Brant (M. Blackburn) a pris la parole plus tôt. On l'a entendu dire soudainement: «Gardez toutes les bases ouvertes.»

Des voix: Oh, oh!

M. Karygiannis: Quelle honte! Vous avez voté contre la fermeture des bases.

Le président suppléant (M. Paproski): Le député de Scarborough—Agincourt (M. Karygiannis) vient de finir son discours. Je lui saurais gré de bien vouloir écouter le député de Portage—Interlake (M. Holtmann).

M. Holtmann: Je veux attirer l'attention de la Chambre sur un article paru le 23 avril 1989 dans la *Gazette* de Montréal. Je parie, monsieur le Président, qu'aucun député des partis de l'opposition n'aime cet article qui s'intitule «Comment en sommes-nous arrivés là». On y explique de façon très claire comment les problèmes ont commencé sous le régime libéral en 1968. Il discute de la façon dont chacun des budgets des libéraux devait réduire le déficit et créer la prospérité dans toutes les régions du Canada. L'article examine les faits saillants de chacun des budgets présentés par les divers ministres des Finances libéraux. Que s'est-il produit? Ces budgets ont grossi d'une façon considérable notre dette nationale. C'est dans cette voie que les députés de l'opposition voudraient